

<http://ugtg.org/spip.php?article871>



# LKP - Le mois de mai sera un mois de combat ! Par Elie Domota

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en ligne dimanche 26 avril 2009

Date de parution 1er mai 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---



[...]

Il y a un certain nombre de guadeloupéens qui n'ont toujours pas compris : dès que l'Etat français sonne la petite cloche et dit "à table" !, ils courent s'asseoir.

Nous avons entendu les camarades en grève [1] : Orange Caraïbes, Sodimat, Espace Clôtures, Les précaires sous contrats aidés qui sont dans la rue..., des gens se battent pour l'application de l'Accord BINO, les gens se battent contre leurs conditions de travail... et pendant ce temps ils nous annoncent la tenue d'états généraux...

Ils s'assoient pour nous dire ce qu'ils entendent faire en Guadeloupe dans les 10, 15, 20 ans ; et ils nous disent d'y venir !!!

**Alors, c'est extraordinaire. Il y a à peine quatre semaines, nous étions des racistes, nous terrorisions les patrons et personne ne devait accepter de nous parler ou de négocier avec nous,... et maintenant tous nous invitent avec insistance à venir et nous exhortent à discuter... C'est vraiment extraordinaire ! Et c'est tous les jours que nous avons droit à ce cirque et à ces invitations.**

Ainsi par exemple, il y a un camarade guadeloupéen vivant en France et qui nous a appelé il y a quelques heures pour nous dire qu'il s'était rendu au Palais de la Mutualité en France où se tenait une réunion des états généraux autour de Jégo, Karam et d'autres membres de l'UMP. Eh bien camarades, ils ne parlaient que d'une chose : du LKP, de son absence, de sa volonté de pratiquer la politique de la chaise vide ! Ils sont donc en France et ne parlent que du LKP.

Mais camarades, lorsqu'on ne mange pas telle chose ou telle chose, et lorsqu'en plus on ne s'entend pas avec celui qui organise le repas... Même s'il venait à vous y inviter, qu'iriez vous diable y faire ?! Qu'allez vous diable y chercher ?! **Vous ne mangez pas de la ratatouille, vous ne savez pas cuisiner la ratatouille, vous n'appréciez pas la cuisine de votre hôte, mais vous iriez quand même en manger, de cette ratatouille ?!**

En final de compte, je l'ai aussi dit la dernière fois, nous invitons ceux qui disposent d'une connexion internet à aller sur le site du ministère des DOM et à y chercher le document intitulé "stratégie de développement économique et de croissance pour l'outre mer". Il s'agit d'un document épais qui décrit tout au long de ses 50 pages toutes les orientations que le gouvernement a déjà arrêté pour la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion et la Nouvelle Calédonie pour les 10 ans à venir... **Et pour chaque chapitre, l'argent a déjà été voté au titre de la loi de finances. L'argent est déjà là !**

Mais malheureusement pour eux, au moment où ils allaient mettre cela en route, en novembre 2008, une grève a démarré en Guyane, puis en Guadeloupe, puis encore en Martinique, et enfin à la Réunion. Ils n'ont donc jamais encore pu lancer leur programme. **Et ce programme, ils ont mis un an à le concevoir ! 1 an !**

Et aujourd'hui pour qu'ils puissent remettre leur programme en route, il leur faut chercher une légitimité. Et cette légitimité c'est quoi ?! Eh bien, c'est une caution populaire. Que le bon peuple vienne et dise : eh bien, oui, faisons

quelque chose... Et ils surgiront alors pour nous affirmer : voilà ce que vous avez décidé !

Nous vous invitons donc à aller le lire ce document ! Car nous mêmes, ils nous ont berné sur ce point dans le protocole du 4 mars !

Je prendrai un premier exemple : lorsque nous avons posé le problème de la discrimination et leur avons demandé comment se faisait-il qu'il n'y avait rien pour favoriser la promotion de cadres guadeloupéens dans les entreprises et les administrations... Jégo nous a répondu " j'ai vu qui exécute, j'ai vu qui dirige" [2]. Et il a poursuivi en nous disant qu'il nous faisait la proposition suivante : que des cadres soient formés, que l'Etat finance leur promotion pour qu'ils puissent partir se former et se perfectionner en France, que les frais liés à leur situation familiale soient pris en charge, et qu'après ils pourront revenir en Guadeloupe au sein de leurs administrations ou entreprises. Nous avons alors considéré qu'il s'agissait d'une bonne et honnête proposition. Camarades : lisez le document en question de novembre 2008 ! Cela y figure déjà !

De même, s'agissant du financement des intrants pour marins pêcheurs et pour les agriculteurs. Nous avons aussi obtenu cela dans le protocole du 4 mars... Mais cela était également déjà inscrit dans le document de stratégie économique !

Tout simplement pour vous dire que nous sommes toujours dans *leur calendrier* qu'ils sont toujours en train de nous manipuler... Bien évidemment il y a de nombreuses choses que nous avons arraché, et le camarade Alain Plaisir en a parlé. Mais il y a déjà plein de choses inscrites dans ce programme STRACOM : sur le développement de la pêche, sur le développement de l'agriculture, sur un certain nombre d'axes stratégiques dont Jégo parle tous les jours... Ainsi j'ai vu Jégo l'autre jour en Guyane faire mine de s'interroger pour savoir s'il fallait développer les produits de la mer. Camarades, c'est inscrit dans le document ! Ils ont déjà voté cet argent !

Aujourd'hui, ils ont seulement besoin de trouver un moyen pour le tropicaliser, lui donner une couleur locale et pouvoir in fine dire : nous avons consulté les guadeloupéens, martiniquais, guyanais... et voilà ce qu'ils ont décidé !

**Mais essayons de réfléchir deux secondes... Ils font des Ateliers en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion et après ils vont à Paris pour réaliser une synthèse pour nous tous !** Cela n'est pas logique !

Normalement ils auraient dû nous dire, puisque c'est de la Guadeloupe qu'il s'agit, nous décidons en Guadeloupe... Pourquoi vont ils à Paris faire une soit disant synthèse... ? Tout simplement parce que la synthèse est déjà faite. C'est le document dont nous parlons !

**La deuxième chose particulièrement bizarre dans cette affaire et dans leur stratégie, c'est de voir comment l'UMP tente de reconquérir sa place en Guadeloupe. Et c'est cela qu'il faut bien comprendre. Depuis 2004, l'UMP a disparu en Guadeloupe. Eh bien aujourd'hui, après avoir d'abord dit que les états généraux se tenaient sur dix jours, ils nous disent que cela se fait toujours en 10 jours mais avec une prolongation jusqu'en septembre... Avec à la clé une réunion interministérielle en octobre...**

Mais en octobre, comme par hasard, qu'est ce qui commence ?! Les élections régionales !!! Toute cette stratégie sur les états généraux vise à permettre à l'UMP de se mettre en selle pour les élections régionales !!! Et leur thème de campagne est déjà choisi : le résultat des états généraux !!!

Et bien évidemment nous voyons toute une série d'individus qui vont s'asseoir à ces réunions des états généraux... et qui affirment avoir des idées et des propositions...

Ainsi, dernièrement j'ai reçu un appel téléphonique de Jean Jacques JEREMIE [3]. Je lui ai affirmé que le groupe qu'il présidait déciderait de mettre sur pied une commission sur les massacres de mai 1967 ! Et je ne suis pas devin ! C'est déjà décidé... Sauf que JEREMIE l'ignore encore... (Rires de la foule).

Alors comme je le lui ai dit, les autres [4] savent que ça, nous le savons. Et maintenant ils seront tentés de dire que cela ne se fera pas... Mais ils ont déjà décidé que c'est cela qu'ils allaient faire... Alors un jour ils seront bien obligés de le faire...

Et c'est la même chose pour l'atelier sur la Nouvelle Gouvernance... Ils ont déjà décidé de fusionner le Conseil Général et le Conseil Régional. L'UMP l'a déjà affirmé. L'Etat UMP aussi. Tout simplement parce que l'Union Européenne a exigé que toutes les institutions doivent être régionalisées... D'ici 2012, il faut que dans toutes les régions de France que les départements aient disparu et qu'ils fassent une seule assemblée...

Et où cette réforme est-elle la plus facile à initier ?! En Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, car il s'agit déjà de régions mono-départementales...

**Les thèmes ont donc été choisis à Paris, les gens qui y participent ont été choisis à Paris, et malgré cela ils osent encore nous dire que ce sont nos Etats généraux ! A pa biten annou !!! Sé biten a yo !!! Sé éta jénéwo a yo !!! Et plus précisément, ceux de l'UMP pour lui permettre de se présenter et de remporter les élections régionales !!! Et disons le tout net : celui qui gagnera la bataille des élections régionales, sera ipso facto président de l'Assemblée unique... Et le futur président de l'Assemblée unique se croira président de la Guadeloupe...**

**Voilà le scénario qu'ils ont préparé et ils ont besoin du peuple de Guadeloupe et du LKP comme caution. Voilà donc le piège qu'ils tendent : Y aller et vous serez que vous le vouliez ou non solidaire de toutes les décisions qui en sortiront... Ne pas y aller et à la moindre critique que vous exprimerez, ils vous diront que vous n'aviez qu'à y être présent.**

**Face à cette entourloupe, la seule chose qui nous reste à faire c'est de poursuivre ce que nous avons commencé ! Continuer à nous battre ! Continuer à occuper les rues !**

Car Gillot et Lurel l'ont dit, camarades. Ils ont avoué que "*la rue a obtenu ce que nous n'arrivions pas à obtenir...*" Et pourtant ils veulent que nous y allions à leurs états généraux !!! Pour y faire quoi ?! Pour obtenir par ce biais quoi ?!

Ils ont déjà élaboré pendant une année *leur* stratégie de développement et de croissance pour l'outre mer (STRACOM)... Ils ont déjà voté le 9 avril 2009 *leur* loi pour l'outre mer (LODEOM)... Et ils vont maintenant faire des états généraux pour l'outre mer... : ils entendent donc défaire la loi qu'ils viennent d'adopter, alors ?! GILLOT a proposé 103 amendements : ils en ont retenu deux... Et c'est lui qui aujourd'hui assure qu'il faut se rendre aux états généraux parce que c'est quelque chose de républicain... Il invite le peuple et le LKP à s'y rendre, mais lui n'y va pas... Parce que dans le même temps, il organise seul ses propres Etats généraux !!! Il a ainsi produit et diffusé un document de 8 pages où il finit en demandant aux guadeloupéens de lui adresser leurs avis par internet... pour bâtir un projet guadeloupéen... Ce sont donc des Etats Généraux Bis...

Alors pendant que Jégo fait sa petite cuisine politicienne, GILLOT fait aussi la sienne ; tout en sachant que LUREL n'a pas encore dit qu'il n'est pas en compétition... Lui qui assure depuis un mois vouloir faire des assises territoriales... Ils font chacun leur petite cuisine et au final c'est toujours nous qu'ils considèrent comme les dindons de la farce...

Toujours nous, car pendant qu'ils cuisinent ils se chargent aussi de nous briser les reins...

Deux exemples :

Les camarades ont parlé de l'Accord BINO. Aujourd'hui cet accord concerne environ 80 000 salariés. Sur ces 80000 salariés, grâce aux combats menés dans les entreprises, l'Accord BINO, dit Accord BINO initial, couvre à peu près 50000 salariés. Cela signifie que dans les entreprises que nous avons déjà fait signer, il y a un certain nombre de salariés qui vont percevoir 200 euro d'augmentation, qui auront 3% ou 6% d'augmentation minimum et qui sont certains de garder cette augmentation de salaire après la fin du bénéfice de l'Etat et des collectivités. Cela signifie qu'à compter de l'an prochain l'entreprise prendra en charge les 50 euros d'augmentations des collectivités et que dans 3 ans elle prendra en charge les 100 euro d'aide de l'Etat. Voilà ce que nous avons déjà signé pour 50000 mille

travailleurs !

Le 3 avril, qu'a fait le ministère du travail ?! Ils ont pris un arrêté d'extension supprimant deux choses :

Le préambule, au motif qu'il s'agirait d'un préambule politique. **Mais ce préambule ne fait que dire la vérité : la société guadeloupéenne est basée sur des rapports qui sont directement issues du système de l'habitation plantation ! Sarkozy a dit exactement la même chose dans son allocution du 19 février.**

La deuxième chose qu'ils ont supprimé c'est la clause de convertibilité de l'article 5 qui prévoit qu'à la fin de l'aide des collectivités dans 12 mois et de l'aide de l'Etat dans 36 mois, c'est le patron qui prendra en charge l'augmentation de 200 euro. Ils l'ont supprimé !

Cela signifie que l'an prochain, en avril 2010, il y a 30000 travailleurs, ou du moins un certain nombre parmi ces 30000, qui vont perdre 50 euro ! Et 200 euro dans 3 ans ! Ainsi l'Etat prend une décision qui installe, qui instaure une discrimination légale : 50000 salariés certains de garder leur augmentation, et 30000 assurés de la perdre s'ils ne se battent pas !

Il y a une deuxième chose particulièrement abominable dans cette décision : Il y a des patrons, et particulièrement des petits patrons guadeloupéens, qui ont signé l'accord initial qui prévoit que les salariés garderont leur augmentation de salaire au delà de 3 ans. C'est une punition que l'Etat et le MEDEF ont voulu leur infliger ! Car ceux là mêmes qui n'ont jamais pratiqué le dialogue social, qui ont refusé d'ouvrir les négociations d'entreprises, qui n'ont jamais respecté le droit syndical, eh bien dans 3 ans, ils n'auront rien à payer !

Ainsi de ce Nicolas VION par exemple, pour ne pas le nommer : 8 salariés travaillant à son hôtel, aucune élection professionnelle d'organisée ; et bien entendu il se fout de l'Accord BINO, et dans trois ans, une fois l'aide de l'Etat arrivée à son terme, ce ne sera toujours pas son problème...

Voilà ce qu'a fait l'Etat français le 3 avril 2009 !!! Une décision abominable vis à vis des patrons qui ont déjà signé et abominable vis à vis des salariés qui n'auront pas le plein bénéfice de l'augmentation !!! **Et c'est pourquoi nous invitons tous les salariés sans exception, ceux qui**

**beneficient de l'Accord Bino initial et les autres qui en sont privés, à chausser de bonnes chaussures et à se battre ! Comme les camarades le font à Orange Caraïbe, à l'ASFO, comme les camarades le font dans toutes les entreprises. Car si nous ne nous mobilisons pas, ils ne nous entendront pas !**

Et c'est dans ce contexte qu'ils viennent nous demander à leurs états généraux ! Ils nous traitent à coups bâton, et nous volent, mais nous invitent à venir discuter tranquillement avec eux dans le cadre d'états généraux.

Et rappelez vous camarades, mōso Jégo la affirmait en février qu'*il appartient aux partenaires sociaux de discuter entre eux pour mettre en oeuvre la politique salariale dans l'entreprise*. Car l'Etat n'avait rien à y voir, affirmait-il.

Comment se fait-il qu'aujourd'hui, au lieu de mettre les entreprises, et singulièrement les entreprises du MEDEF face à leurs responsabilités, il leur fait cette faveur et nous dit benoîtement que oui, dans 3 ans, l'Etat verra si les entreprises peuvent payer.

Dans 3 ans !!! Alors que Jégo ne sait même pas s'il sera ministre dans 6 mois. Sarkozy ni Jégo ne savent s'ils seront là en 2012 !!!

Manti a yo !!! Ils mentent !!! Car leur objectif est d'instaurer dans 3 ans le RSA !

Jodila, nous les avons forcés à prendre le RSA et à le transformer en RSTA : un complément de revenu. Mais dans 3 ans ils entendent remettre le RSA, une allocation basée sur des conditions familiales. Ce n'est pas un complément du salaire, rémunération du travail, c'est une allocation. C'est ce que nous expliquions tantôt : vous êtes deux à travailler dans la même entreprise, sur le même poste de travail, avec la même ancienneté..., mais votre camarade a deux enfants et vous vous êtes célibataire, alors vous vous aurez droit à 50 euro et lui 250 euro. Car le RSA n'est pas un revenu du travail, c'est une allocation.

C'est cela qu'ils entendent réinstaurer. Toujours la même chose : que nous restions dans l'assistanat. Alors que nous leur disons non : rémunération du travail !!! Et c'est pourquoi cette clause de convertibilité leur fait autant mal ! Nous l'avons déjà arraché pour 50000 salariés et nous continuons à nous battre de façon à ce qu'il y ait une augmentation de salaire. Cette augmentation de salaire, que vous soyez célibataire, divorcé, marié avec 1, 2, 3, ou 4 enfants, vous y avez droit ! Mais quand c'est une allocation, il suffit qu'il y ait un changement dans votre situation familiale pour que cette allocation puisse disparaître. De plus vous ne cotisez pas pour les différentes caisses, pour les caisses de retraite...

Jégo revient donc sur ce qu'il avait dit. Car que font-ils aujourd'hui, ces patrons qui refusent l'a clause de convertibilité ?! Ils sont toujours dans la même philosophie : "vous avez demandé à ce que nous augmentions les salaires des travailleurs ? Eh bien , donnez nous l'argent !" Nous retombons à nouveau dans l'assistanat ! Ce qu'ils ont fait lors de cette extension est donc véritablement abominable ! C'est un peu comme s'ils tuaient une deuxième fois notre camarade BINO...

### **Mais nous dirons aussi deux mots sur le chlordécone.**

J'ai eu une discussion avec le camarade DURIMEL, camarade membre de verts, qui était récemment à Paris. Il était donc à Paris et il nous expliquait une ou deux choses à propos de l'instruction du dossier...

Nous nous souvenons qu'après plusieurs rejets, la cour d'appel de Basse-terre avait accepté l'ouverture d'une instruction de la plainte sur ce dossier. Qu'a fait alors l'Etat français ?! Il a commencé par affirmer qu'il s'agissait d'un dossier nécessitant l'expertise de nombreux spécialistes ; puis l'a adressé à Paris...

**Et l'on apprend aujourd'hui, qu'entre le transfert du dossier entre Pointe à Pitre et Paris, il y a une pièce capitale qui... a disparu. Camarades, cette pièce a disparu... Ce qui signifie que tout ce que les camarades ont fait durant ces 5 années est réduit à néant...**

Rappelons d'abord ce qu'est le chlordécone. Un pesticide, utilisé dans les bananeraies ; que les américains ont interdit sur leur territoire dès la fin des années 70 ; et que les békés - notamment les békés martiniquais - ont alors acheté sa formule chimique pour le faire produire et de continuer à le faire rentrer dans nos pays, avec l'entière autorisation et complicité de l'Etat français. Puisque qu'une autorisation de mise sur le marché leur a été octroyé - tous bords politiques confondus, gauche, droite, CHIRAC, CRESSON - pour nous empoisonner. Et c'est seulement en 1993, quand ils ont fini d'utiliser tous leurs stocks que la décision a été prise d'arrêter la commercialisation de ce poison.

Et maintenant, tous les habitants de ce pays, nous sommes chlordéconés. Nous tous : nous les vivants et nos enfants à venir ! Et que nous disent-ils ces assassins ?! Oh vous savez, vous n'êtes pas obligés de manger des madères tous les jours, vous n'avez qu'à en manger deux fois par semaine tout au plus, et cela ira. Mais nous sommes déjà empoisonnés ! Nous sommes déjà condamnés ! Nous sommes les champions du cancer de la prostate, nous sommes les champions du cancer du col de l'utérus et du colon... mais ça ira, ça ira...

C'est un peu comme s'ils nous invitaient à nous auto administrer une petite cuillerée d'un raticide à échéance irrégulière... deux fois par semaine... Pas de quoi vous tuer sur le champ, vous pourrez certes continuer à vivre... enfin vous êtes vivants et c'est déjà cela et vous devriez vous en féliciter... Voilà ce qu'ils nous disent. Il y a même certains de leurs spécialistes qui nous ont assuré que nous aurions des prédispositions génétiques, nous les habitants de Guadeloupe et de Martinique, au cancer de la prostate !!!

Tout cela pour montrer dans quelle conditions, dans quelle situation, et dans quel contexte ils nous parlent et organisent des états généraux...

**Nous pouvons ainsi prendre le dossier des massacres de mai 1967...** Cela fait des années que nous demandons des comptes à l'Etat français, pour qu'il nous dise la vérité. Et nous ne savons toujours pas ce qui s'est passé !!! Alors qu'eux, ils le savent !!! Et alors que tous leurs ministres, ont été décorés !!!

**Monsieur Messmer a reçu des décorations par dizaines, a siégé à l'académie française.... Alors qu'il a exterminé 400000 camerounais dans les années 60, a ordonné les masscres de mai 1967 en Guadeloupe... Il a fini à l'académie française et on lui a fait des obsèques nationales...**

Monsieur Pierre BOLOTTE, qui est mort voilà bientôt 1 an. Il est mort le 23 mai 2008 et a été enterré le 27 mai 2008... Lui aussi a été décoré...

**En fin de compte, tous nos bourreaux ont été décoré, mais à nous, ils ne disent rien...** Si ce n'est, "venez, allons discuter, nous parlerons entre nous et nous définirons ensemble les orientations pour les 10 ou 15 prochaines années..."

**Camarades, c'est à nous de le faire ! Les discussions à avoir, c'est entre nous que nous devons les avoir...**

Les thèmes de discussion qu'il doit y avoir, c'est à nous guadeloupéens de les définir, c'est à nous de choisir avec qui nous discutons, et non pas laisser deux trois petits "experts", deux ou trois petits bureaucrates et des individus encravatés aller décider à notre place. C'est ce la que nous disons et c'est cela que nous ferons ! Passer dans toutes les communes, parler entre nous, parler aux guadeloupéens, les grands, les petits, les blancs, les noirs, les indiens, ceux qui ont été à l'école et ceux qui ont laissé l'école tôt... Tout le monde a quelque chose à dire, tout le monde a une science : que l'on soit enseignant, que l'on fasse du charbon, que l'on soit médecin ou marin pêcheur... **On a tous quelque chose à dire !!! Les vrais états généraux, c'est donner la parole aux guadeloupéens, pour que tous les guadeloupéens puissent parler... et non pas comme ils le font eux kidnapper la parole ! Kidnapper la parole et donner à deux ou trois individus qui pensent avoir la science infuse la possibilité de parler...**

Ils veulent précisément que l'on vienne à ces états généraux pour cautionner par notre seule présence leurs projets. Kanmawad, nou pa kay on mèd koté ! Et tous les guadeloupéens qui sont là, s'ils connaissent des gens qui y vont, dites leur de ne pas y mettre les pieds ! Pour ne pas se rendre complices d'une abomination car ils déjà décidé de tout ! Parce que c'est à nous de décider de ce qui est bon pour nous !

Ainsi, le préfet a organisé une conférence de presse dernièrement, le jour où il était censé nous recevoir pour un premier bilan d'étape de l'application du protocole du 4 mars. Et heureusement que nous n'y avons pas été, car comme par hasard, toutes les fois où ils sont censés nous recevoir, la presse est toujours massivement invitée. Devant tous ces journalistes, il a prétendu faire un bilan du protocole du 4 mars et dédouaner l'état. Mais la vérité c'est quoi ? La vérité c'est que nous sommes toujours en lutte contre la SA-HLM et les autres bailleurs sociaux . S'agissant du gel des loyers, ils n'entendent pas l'appliquer et nous rembourser notre argent ! S'agissant de la suspension des exécutions pour l'expulsion des locataires, ils continuent malgré leur engagement écrit ! Et dans le même temps le préfet DESFORGES claironne que tout va bien ; sa kay, sa kay.

Mais camarades nous sommes toujours en combat : ils n'entendent rien lâcher, même pas un centime. Alain Plaisir l'a dit, même lorsqu'ils baissent les prix, on n'arrive pas à trouver le produit qui a baissé. Ils se défaussent en permanence. Sans compter que nous tentons d'acheter ce qui a baissé, mais il y a d'autre chose qui n'a pas baissé et que nous achetons forcément ; et là ils augmentent leurs prix et leurs marges. Voilà la situation dans laquelle nous nous trouvons. Et c'est la même chose pour les banques. Le crédit foncier pourchasse des guadeloupéens, malgré la nomination d'un médiateur censé se charger de cela...

Ils ont un atelier sur la rénovation du dialogue social et la formation professionnelle... J'ai beau eu beau essayer de comprendre en quoi ces deux thèmes pouvaient être liés ou aller de pair, je n'y suis jamais arrivé. Les membres de ce groupe n'ont qu'un rôle : nous amener autour de la table pour cautionner la création d'un institut régional du travail et une association régionale d'amélioration des conditions de travail. C'est à dire, qu'à partir de ce moment là, il ne doit plus y avoir de grève, plus besoin de syndicat. En cas de problème, il suffirait de convoquer les membres de ces deux choses qui viendront régler tous vos problèmes. Ils l'ont fait en Martinique, mais les licenciement s'y poursuivent par milliers ! Et comme il y certainement une ou deux des leurs dans la foule, prenez note du jour où je l'ai dit : voilà ce qu'ils vont décider ! La plupart des membres de cet atelier ne le savent encore, mais voilà ce qu'on vous dira de décider !

De même il y a un groupe sur les infrastructures, qui doit très normalement nous parler de la création d'un nouvel hôpital de 500 millions. Sauf que ça a déjà été déjà voté... De même nous aurons une troisième année de médecine. C'est déjà acté et décidé. Mais ils nous le rediront dans le cadre d'un grand bilan de tous les états généraux. Ils y rajouteront quelques éléments : grande enquête sur le chlordécone...

**Tout ce qu'ils avanceront comme propositions et projets est déjà écrit : on prend la Loi de finances, on prend la LODEOM, on prend le document intitulé STRACOM, on prend le protocole du 4 mars 2009 et l'on a tout ce qui v a être dit dans les états généraux.** Et si quelqu'un venait à avancer ou proposer quelque chose d'autre, bien entendu ils le noteront, mais ils n'auront pas de sous pour le financer.

Parce que nous le rappelons, le budget de l'état c'est quelque chose de très simple. Il est voté dans le cadre de la loi de finances et c'est fini ! Ils ne vont donc pas voter tranquillement de l'argent pour nous ; ils n'en ont déjà pas pour eux !

**Et je ne sais pas si vous regardez la télé comme moi... On y voit des salariés séquestrer des patrons ; et ils**

**ont raison ! Aujourd'hui ils ont foutu le feu à une sous préfecture. Nous n'avons pas vu l'ombre d'un manblo ! Pas l'ombre d'un flic !** La seule chose qu'on ait entendu, c'est que ces actes étaient injustifiés et que le préfet entend porter plainte... Mais lorsque nous sommes nous simplement debout dans la rue, nous avons droit aux manblo et systématiquement des huissiers nous font convoquer au tribunal. Et là, condamnations sauvages, astreintes astronomiques, pleuvent... La voilà, la voilà la justice coloniale et ils nous demandent de venir faire des états généraux... C'est se moquer de nous.

**Alors camarades, la seule chose que nous ayons à faire, les camarades ont déjà donné les dates : porter la solidarité aux camarades en lutte dans tous les secteurs, participer aux meetings dans les communes, et surtout participer au premier mai à petit canal. Nous y serons en mémoire du camarade BINO et en solidarité avec les huit jeunes emprisonnés durant deux mois alors qu'ils n'ont rien à leur reprocher. Et en soutien à tous ceux qui défendent les terres agricoles.** Car à Gros Cap Petit Canal, ils vont prendre 40 hectares de terres agricoles pour planter des panneaux solaires. Alors oui, nous sommes d'accord pour développer les énergies renouvelables, et donc aussi pour les panneaux solaires. Mais si l'on souhaite implanter des panneaux solaires, faites le sur des massifs rocheux, sur des immeubles et bâtiments ! Mais pas sur des terres agricoles ! Car après sur quoi planterons nous nos denrées ?! Or que font-ils ?! Ils donnent à une multinationale 40 hectares de terres agricoles pour y planter des panneaux solaires !

**Soyons donc massivement présents au premier mai à petit canal pour leur montrer ce que c'est que les états généraux du peuple de Guadeloupe !!! Et tout le mois de mai sera réellement un mois de combat ! Que chacun de nous chausse ses baskets, ou ses tennis !** Car nous ne les laisserons pas mettre des pompes automatiques dans les stations services, nous ne les laisserons licencier 1500 pompistes ; nous ne les laisserons pas licencier un millier de travailleurs de l'hôtellerie ; nous ne les laisserons pas mettre au chômage les contrats aidés...

**Nous n'accepterons plus les pwofitasyon avec la complicité de l'état français et d'une bande de voleurs qui nous disent aimer la Guadeloupe ! La Gwadeloup a pa pa ta yo, la Gwadeloup sé tannou kanmawad !**

Mèsi kanmawad !

**Elie DOMOTA,**  
Meeting du Palais de la Mutualité,  
Mardi 21 avril 2009

---

[1] NDLR : Les 15 intervenants précédents qui ont exposé les raisons de leurs mobilisations au sein de leurs entreprises respectives

[2] Propos tenus lors de sa première venue en Guadeloupe à l'occasion du conflit

[3] NDLR : Président du groupe-atelier Identité - Mémoire - Culture

[4] L'Etat et ses représentants